FACE AUX CRISES : LA RÉSILIENCE SERA COLLECTIVE OU NE SERA PAS !

Tribune du 13 octobre 2026

L'humain, un être social et solidaire

À l'époque où l'individualisme semble s'étendre, on pourrait croire que les chocs successifs nous éloignent les uns des autres. Pourtant, les travaux de sociologie comme les faits concrets - encore illustrés dans l'élan solidaire cet été face aux incendies - montrent l'inverse : face aux catastrophes, les comportements « prosociaux » prédominent, le collectif prévaut. Même peu préparés, nous nous entraidons et nous nous organisons spontanément : nous cherchons à aider. Ce n'est pas la solidarité qui manque, mais le cadre pour la rendre efficace, sûre et complémentaire des secours. En effet, cette capacité citoyenne reste peu valorisée et nous peinons à l'intégrer dans une réponse coordonnée de gestion de crise. L'enjeu n'est pas seulement d'encourager l'entraide, mais de la préparer, de l'orienter et de l'ancrer dans des dispositifs de terrain identifiés. Nous devons passer d'une solidarité de réaction à une solidarité de préparation.

Une impréparation collective alarmante, malgré une envie d'agir réelle

Ce constat est d'autant plus préoccupant que notre impréparation est sans appel. En 2024, 82 % des métropolitains estimaient ne pas être assez sensibilisés aux risques ni savoir comment agir en temps de crise[1]. Une large majorité ignore les gestes utiles, les ressources disponibles et les relais - personnes ou structures - vers qui se tourner dans son environnement proche. Pourtant l'envie d'agir est là. Nous devons donc forger une véritable « culture du risque » à l'échelle de chaque territoire, condition de notre préparation face aux chocs : elle suppose d'informer, mais surtout de créer des espaces de participation, transmettre des repères concrets dès le plus jeune âge, renforcer les connaissances locales, soutenir les initiatives citoyennes et recréer du lien de proximité entre institutions, acteurs et habitants. La préparation ne relève pas seulement de la technique ou de la sécurité : c'est un projet collectif de territoire. Chaque commune doit pouvoir s'appuyer sur des citoyens informés, formés aux gestes utiles, conscients de leurs limites et reliés à une organisation identifiée : réserve communale, association agréée sécurité civile, réseau de quartier ou structure de proximité.

Le lien social, un atout précieux en temps de crise

Face à l'incertitude que nous vivons, la population doit être pensée comme une force complémentaire aux dispositifs existants. C'est un changement de paradigme dans la façon nous concevons la gestion de crise. Elle constitue à la fois :

- un vivier de compétences - ce que le sociologue Benoit Giry nomme les « secouristes »[2], capables d'agir utilement ;
- un vivier de liens de proximité. Une personne proche de ses voisins, ancrée dans sa communauté et dotée de compétences concrètes devient un relais essentiel en cas de crise à l'échelle locale.

[1] Enquête de perception sur les freins et leviers du citoyen responsable face aux risques (vague 2) , IFOP pour l'AFPCNT, 2024
[2] Benoit Giry, Sociologie des catastrophes, La Découverte, coll. « Repères », 2023, 128 p.

C’est pourquoi renforcer ces liens de proximité doit devenir un engagement majeur. Soyons lucides : un bon terreau social ne supprimera pas les crises, mais un territoire où les habitants se connaissent, s’entraident et savent vers qui se tourner en atténuera considérablement les conséquences. Il ne s’agit là ni de transférer la gestion de crise aux habitants, ni de justifier un potentiel désengagement des pouvoirs publics : les solidarités citoyennes doivent être complémentaires de l’action publique. Cela suppose que nos institutions, les entreprises - véritables laboratoires de société - et associations agréées sécurité civile apprennent à mieux identifier, soutenir et coordonner les dynamiques déjà à l’œuvre.

Notre appel à actions :

Les crises ne sont plus des hypothèses : elles sont là et s’intensifieront. Au-delà des dispositifs techniques, nous devons investir dans l’humain et bâtir avec les habitants une culture du risque qui donne les moyens de comprendre, d’anticiper et surtout d’agir. Nous appelons les acteurs des territoires - communes, associations, acteurs économiques, professionnels de la prévention et de la gestion de crise - à engager urgemment un travail sur la place des citoyens dans la préparation aux crises, et à investir dans ce qui fait lien au quotidien. Cela implique de :

- Parler des risques de façon concrète et accessible, activer la mémoire collective des événements passés ;
- Former aux compétences de base utiles en temps de crise, dès le plus jeune âge et tout au long de la vie ;
- Créer des espaces de participation où associer citoyens et acteurs locaux aux décisions, valoriser les savoirs d’usage et expériences vécues ;
- Reconnaître ce qui existe déjà, formaliser de nouveaux réseaux d’entraide à l’échelle communale et en entreprise, mieux relier associations agréées sécurité civile et initiatives bénévoles ;
- Construire une culture du risque continue, pas seulement réactive lors de crises.

Face aux crises à venir, nous avons le choix entre subir ou nous préparer ensemble. Cette préparation repose sur trois piliers : des citoyens informés et formés, des collectivités capables d’organiser la réponse locale et des associations agréées de sécurité civile reconnues. Organiser l’aide de proximité, les compétences disponibles et le soutien aux populations n’est pas une utopie : c’est la condition de notre sécurité. Construisons-la avant la prochaine crise.

SCOPIC · INSTITUT DE LA CONCERTATION ET DE LA PARTICIPATION CITOYENNE · PROTECTION CIVILE AIDER · SECOURIR · FORMER | LOIRE-ATLANTIQUE · LRDT LE RESEAU DES TEMPETES

Retrouvez la **liste des signataires** par ici : https://www.tribune-crise-collective.fr/